

Signal fort que nous adressons notamment aux femmes et aux hommes de gauche, si souvent désemparés ou en colère. Un message adressé à toutes et tous : « ***Il y a du neuf du côté des communistes. Ils mettent sur la table des débats d'avenir, un projet, une ambition, des objectifs et des mesures.*** »

Discutons de cette nouvelle étape pour notre parti: un débat que nous voulons le plus large possible autour de notre projet et qui verra, en 2016, la convention nationale sur le projet précéder notre prochain congrès.

Volonté de tracer les grandes lignes des repères, des visions d'avenir et des mesures que nous portons pour créer une dynamique de sortie de l'austérité et des dogmes du libéralisme qui étouffent tout développement, humain de la France, de l'Europe et du monde.

Contribution pour permettre le débat. Une invitation populaire au débat. Le temps viendra en 2016 pour nous d'engager la démarche de congrès avec toute sa dimension d'amendement, de choix, de votes qui font la démocratie de notre organisation.

La convention sur le projet précédant le congrès sera un de ces moments. Ce sera le moment d'aller vers un ou d'autres textes, de choisir, de confronter puis de décider en commun lors du congrès. Nous sommes donc au début de cette démarche.

Désir d'en faire une démarche publique et de diffuser en grand cette contribution pour que s'engagent d'autres travaux, d'autres réflexions, d'autres enrichissements.

Ce document comporte plusieurs parties indissociables. Il ne fait qu'un dans ses trois parties. D'abord, un texte porteur de sens et qui tente de répondre à la question : « ***Dans quelle société, dans quel monde, dans quelle France voulons-nous vivre? Quels sont les repères qui nous font agir? Quelles sont les clés que nous proposons pour aller vers des changements dans le sens de l'émancipation humaine.*** »

Un texte disant aussi, brièvement et de façon incomplète, les possibles et les obstacles qu'il nous faut franchir. Levons les doutes et les terribles sentiments d'impuissance que ressentent de millions de nos concitoyens tant vis-à-vis d'eux-mêmes que vis-à-vis de la politique, que beaucoup pensent incapable de répondre à leurs aspirations, nous prenons le parti d'explorer les forces, les points d'appui sans jamais négliger les efforts qu'il faudra fournir pour aller de l'avant. Dans ses contenus, il affirme des choix de société, de développement humain, en traçant des perspectives, en fixant des horizons.

« L'articulation d'une stratégie de construction majoritaire à gauche et du maintien d'une ambition communiste de transformation de la société est complexe à réaliser. »

Le PCF est ainsi pris entre deux feux : pour le PS comme pour le PG, la refondation de la gauche passe par sa division et par la marginalisation durable de l'une des « deux gauches ». Face aux offensives récurrentes qui réduisent la vie politique à l'opposition entre droite et gauche et tentent d'exclure le PCF de la gauche et par conséquent du pouvoir, et comparée à la stratégie de rupture du PG, la stratégie du PCF peut sembler essentiellement défensive. Il s'agit de revendiquer notre appartenance à la gauche, aussi bien par la réactivation des références historiques au Front populaire et au programme commun que par l'emploi récurrent du mot « gauche » pour définir notre stratégie et notre projet, tout en tâchant d'en imposer une nouvelle définition.

Quelle définition ? La force de nos choix stratégiques dépend du travail sur notre projet.

Le problème qui se pose au PCF aujourd'hui est de passer à l'offensive : maintenir la référence à la gauche – si fréquemment revendiquée depuis au moins dix ans que son abandon serait sans doute très coûteux aujourd'hui – mais en menant la bataille pour lui donner un contenu de classe. La revendication d'appartenance à la gauche s'est régulièrement accompagnée d'une bataille sur le contenu de cette notion.

Lors des élections municipales de 2008, les communistes ont ainsi dû faire face à la volonté du PS de s'allier au second tour avec le MODEM. Le PCF a alors mené une intense bataille idéologique pour imposer l'idée que cette alliance au centre était contre-nature. Cette bataille a eu pour effet à la fois de repousser (au moins temporairement et dans la plupart des communes) l'alliance au centre et d'imposer une définition de la gauche fondée sur des critères de politique économique : opposition au néo-libéralisme, répartition plus juste des richesses... De la même manière, lorsque les communistes parisiens s'allient avec le PS aux municipales de 2014, les partisans de ce choix l'ont justifié en mettant en avant un accord sur la politique économique et sociale : la gauche, ce sont ceux qui refusent l'austérité, qui développent le logement social et les services publics... L'usage du slogan « **quand on est de gauche...** » participe de cette bataille pour imposer une définition de la gauche : « **Quand on est de gauche, on vote non** » déclarait Marie-George Buffet au début de la campagne contre le TCE en 2005.

En 2014, après l'arrivée du PS au gouvernement et à l'occasion d'une marche unitaire contre l'austérité, le PCF lançait une série d'affiches : « **Quand on est de gauche, on est du côté des salariés** », « **Quand on est de gauche, on taxe la finance** ».

Cependant, cette bataille pour donner un contenu de classe à la gauche n'a donné à ce jour que des résultats limités. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les votes des différentes forces politiques au parlement européen.

Les questions de politique économique divisent la gauche. Au contraire, ce sont les questions sociétales qui activent le mieux le clivage droite/gauche. La gauche se rassemble pour la défense des libertés individuelles, pas pour celle des salariés.

Les accords sur les questions de société se font le plus souvent à partir d'idéologies radicalement opposées, le communisme d'aujourd'hui rencontrant dans des combats communs le « libéralisme libertaire ».

Dans ce contexte, la structuration du débat politique autour de l'opposition entre gauche et droite tend à faire disparaître le **projet communiste**, et à réduire le champ des possibles à une opposition entre un libéralisme libertaire et un libéralisme autoritaire, le dissensus sur les valeurs renforçant le consensus sur la structure du système capitaliste.

Comment sortir de ce piège ? La priorité est de rendre audible un projet communiste.

Cela implique un travail de fond sur ce projet et sur son articulation avec ce que pourrait être un programme de gauche. Il ne s'agit pas seulement – même si c'est évidemment nécessaire – d'un travail d'élaboration théorique : cette articulation est aussi, indissociablement, l'articulation entre une majorité sociale – les 99 %, la classe ouvrière – et une majorité politique – la gauche. Elle implique donc aussi un immense travail d'organisation. Pour continuer à exister, nous devons sans tarder nous attaquer à ce double chantier. Les débats autour du texte *La France en commun* peuvent être le point de départ d'un tel travail. Nous gagnerions à en baliser les voies possibles dès le prochain congrès. C'est tout le sens de notre matinée !

« LA FRANCE EN COMMUN EST UN CORPS VIVANT »

Comment est bâti le texte la France en commun ? Un texte plutôt court, dans une forme concise et avec un langage abordable afin d'en faire un « objet » politique ouvert et utile au débat. En premier lieu, la définition des priorités : quels sont les enjeux les plus pressants pour la France, l'Europe, la planète ? Quel est le sens global de nos réponses ? Comment identifier les obstacles et voir comment les surmonter ?

Sont donc réindiqués les désastres de la mondialisation capitaliste, les impasses de ses réponses aux immenses défis environnementaux et sociaux. Sont projetés nos réponses dans et pour l'avenir tout en s'inscrivant dans le présent tel qu'il est.

Sont identifiés les possibles et les obstacles auxquels sont confrontés à la fois les citoyens qui s'interrogent sur les possibilités d'un changement dans le sens du progrès.

Sont scruter nos propres obstacles : rassembler oui, mais qui et comment ? Et comment rendre crédible une alternative ?

Il y a les réponses. En premier lieu, précision sur le sens profond de nos options. Eclairage sur ce que signifie et pourquoi nous faisons le choix de « l'Humain d'abord » comme processus d'émancipation. Nous considérons l'émancipation humaine, bien au-delà des *bons sentiments*, comme la seule voie — à la fois but et moyen — pour une alternative à une société gangrenée de toute part par la course à l'argent.

Entrée par le concret dans ce débat en visitant les enjeux principaux auxquels nos sociétés, le monde sont confrontées : du réchauffement climatique aux injustices sociales, du rôle de l'argent à la construction européenne, de la place de la culture à l'égalité, etc.... Ensuite, nous allons sur le terrain des solutions que nous proposons.

Nous exposons donc les mesures que nous préconisons : sans être un programme, nous convoquons un ensemble de réponses les plus claires possibles : emploi, formation, culture, écologie, industrie, agriculture et bien d'autres sujets.

Soumis au débat, 15 Chantiers Prioritaires structurent ce que pourrait être une vraie politique de changement. Élaborées par les secteurs de travail du PCF, elles ont été débattues, pour certaines soumises déjà à confrontation. Au fond, elles sont prêtes pour être invitées à un grand débat public. Non comme des réponses définitives, mais comme des contributions qui ne demandent qu'à être discutées. Et d'un même mouvement, prenant à bras-le-corps, l'urgence dans laquelle nous sommes, nous soumettons aussi au débat 15 mesures immédiates que nous appliquerions de suite si nous disposions des moyens politiques.

Ainsi l'ensemble de ce document donne une idée de ce que nous appelons un processus, fait de ruptures successives, traitant de l'immédiat et du moyen terme en ne perdant jamais de vue le sens général du mouvement que nous voulons aider à construire.

Une étape avant le congrès de 2016. Ce document est un « corps vivant » que nous adhérents du PCF devons nourrir de notre réflexion, idées et travaux mais bien plus largement que nous soumettons aux femmes et aux hommes de progrès, à toutes celles et ceux qui sont en recherche d'un autre avenir. C'est un appel à débattre aux forces politiques attachées comme nous à l'Humain, à travailler aux convergences qui pourront naître.

Tout le processus d'ici la Convention de 2016 et le Congrès est une invitation à écrire.

Le mot « partage » est largement employé dans le texte ; il est un élément de la définition de cet acte politique que nous commettons en versant cette contribution : c'est un acte de partage. Place aux dispositifs utiles à ces objectifs pour faire vivre le débat.

Lire et débattre de *La France en commun* permet de remettre au centre des débats politiques : pourquoi et peut-on agir sur les souffrances immenses de ce monde ? Comment y parvenir ? Comment ouvrir et construire un chemin qui n'existe pas encore mais qui est incontournable pour sortir de l'ornière et commencer à changer les règles ?

Ce que nous proposons n'est pas seulement un débat de contenu, c'est un débat de sens que nous ouvrons. Un débat qui sera au cœur du prochain congrès du PCF.

C'est un texte de pleine actualité avec des élections régionales de décembre qui poseront des questionnements sur le rôle stratégique des régions telles qu'elles vont désormais être dans le dispositif institutionnel de notre pays mais qui vont être aussi l'occasion d'un débat politique d'options avant les élections présidentielles de 2017. On sait bien l'imbrication des enjeux régionaux et nationaux qui vont traverser l'élection de décembre.

OBJECTIFS ET UTILITE DU TEXTE

Tenons tous les « bouts » : depuis l'urgence sociale jusqu'à l'avenir à construire. Notre choix du changement est construit dans un processus de ruptures avec l'état existant, sur la base de rassemblements qui puissent devenir majoritaires, faits de luttes, de votes, de constructions politiques à gauche. Ce texte n'est pas hors du temps : il redonne espoir, redonne confiance en soi, redonne confiance dans les forces populaires.

UN NOUVEL HORIZON : la situation sociale et politique, chape de plomb subie par des millions de citoyennes et de citoyens les conduisent à penser l'actuel comme indépassable. Cette réalité, avec les dangers populistes, impose de relancer le débat sur la question majeure : quel type de société voulons-nous, la société de domination dans laquelle nous vivons ou bien ouvrir les chemins de l'émancipation humaine ?

Nous pensons l'avenir de notre planète et la survie de l'humanité comme un choix de civilisation qu'il est urgent d'engager et nous lions d'un même mouvement émancipation sociale et défi écologique.

3 principes. Premier, marier émancipation des humains à préservation de notre planète permet de mêler monde durable et libération des salariés.

Deuxième, l'émancipation comme moteur du changement ouvre ce que l'on a appelé « *un communisme de nouvelle génération* ». Déclinaison des choix fondateurs pour : un nouveau mode de production qui soit à la fois économe en ressources naturelles et créateur d'emplois, de nouveaux métiers qui feront reculer le chômage jusqu'à l'éradiquer, mais aussi le partage, la relocalisation, la durabilité comme vecteurs de développement.

En troisième, redonner de la vigueur et du sens aux valeurs qui fondent notre nation. Nation dans laquelle certains ne se reconnaissent plus, tant – dominée par les intérêts du capital – elle s'est éloignée de ses fondamentaux.

Ces valeurs, souvent oubliées ou galvaudées, méprisées, nous voulons en faire les bases du bien « vivre ensemble », en libérant les potentialités humaines, en valorisant l'égalité pour faire reculer toutes les dominations, en revitalisant les solidarités contre les compétitions sans fin. En rehaussant la fraternité et le partage comme des valeurs majeures, nous nous dotons d'appuis pour faire progresser la démocratie et une société de droit que devrait être la République. Il est vrai que nous sommes à la fin d'un cycle, celui du capitalisme en crise qui inaugure des temps lourds de dangers par la montée des populismes et de l'extrême droite. Les échecs des social-démocraties mais aussi ceux du socialisme de l'Est de l'Europe ont nourri aussi les renoncements.

Définir un nouvel horizon, écrire un projet, c'est donner à voir comment nous affirmons nos priorités, nos ambitions, vers quel avenir nous pensons qu'il faut aller. « Logique contre logique, cohérence du capitalisme en crise contre cohérence du développement humain. »

RÉPONDRE AUX URGENCES

En plaçant en tête l'emploi, nous répondons à l'urgence et au drame du chômage qui est l'une des toutes premières questions des Français. Nous définissons la lutte contre le chômage comme une cause nationale. Notre projet développe ce que nous entendons par un nouveau mode de développement social et écologique. Plaçant les besoins humains comme moteur, nous exposons notre ambition pour l'industrie que nous proposons de relancer avec audace parce que sans production, pas d'économie viable.

Et comme nous lions, à l'opposé des priorités du monde de la finance, les productions utiles à la sauvegarde de l'environnement, nous disons comment allier écologie et production, comment libérer l'homme au travail, comment innover avec de nouvelles filières, comment faire de la formation un vecteur pour de nouvelles productions, tout en privilégiant recyclabilité et économie de ressources. Nous montrons comment allier d'un même mouvement production des biens, qu'ils soient industriels ou alimentaires, avec la prise en compte globale de la planète.

Bien sûr, rien ne pourra être mis en œuvre dans ces directions sans remettre en cause la dictature des marchés financiers. Il faut les faire reculer. D'abord combattre leurs dogmes qui présentent leur domination et leurs critères comme indépassables. Mais aussi engager des mesures fortes : pour les salaires, pour mettre en œuvre une sécurisation de l'emploi et de la formation, pour une profonde réforme fiscale, pour réorienter l'argent sur les dépenses utiles, pour contrôler l'utilisation de l'argent public, et donner des droits nouveaux aux salariés sur la stratégie et la gestion de leurs entreprises. D'un même mouvement, nous posons la question des nouveaux modes de propriété, des nationalisations, de coopérations... Il n'est plus possible que les valeurs de la République s'arrêtent aux portes des entreprises. Organisation du travail, libération de la créativité ouvrent la nécessité de droits absolument nouveaux aux salariés. Faisons de la démocratie le moteur du changement. Proposons de définir une République pour toutes et tous qui redonne aux citoyens les moyens et l'envie d'intervenir.

« Oui, contrairement à bien des idées reçues nous pouvons, les peuples peuvent peser sur les événements. »

Dépassons le régime présidentiel, nous faisons des propositions concrètes pour redonner à la République les moyens d'assurer à chaque citoyen un égal accès aux services publics, à se soigner, à disposer de droits d'intervention. Mais aussi dans notre chapitre sur la démocratie, nous posons des actes nouveaux comme d'inscrire dans la Constitution la participation comme étant un droit fondamental ou le lancement d'un plan de lutte contre le racisme et les discriminations avec des mesures précises.

UNE FRANCE EN COMMUN POUR CHANGER LE MONDE

Réaffirmons avec force que l'Europe, loin d'être le champ de bataille de la compétitivité et de la concurrence effrénée entre pays au service des marchés financiers, devrait être un espace de coopération et de solidarité contre les politiques libérales.

Face à des institutions européennes qui refusent toute contestation de son modèle libéral, ne peut-on ouvrir des passages : sur les coopérations, sur la réforme la Banque centrale européenne. Populariser aussi la création d'un fonds européen de développement social, valoriser une Europe de la culture, ou monter les exigences d'une Europe investie dans la transition énergétique et soutenant des relances industrielles.

Il y a du monde en Europe qui partage ces propositions et qu'il faut unir, mobiliser comme nous l'avons fait les 30 et 31 mai derniers lors du Forum européen des alternatives. La situation en Grèce, les négociations avec l'Euro groupe, les suites et batailles à envisager nous appellent plus que jamais à élargir et poursuivre le débat.

Ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour le monde à qui la paix et la solidarité manquent si cruellement. Là aussi, notre projet tisse les urgences avec les chemins d'avenir. Nous pensons qu'il y a une place pour la France et sa diplomatie en la mettant au service de la paix, de la justice : par exemple la reconnaissance immédiate de la Palestine, la mobilisation tout aussi immédiate de notre pays pour l'organisation d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU pour la paix au Proche et au Moyen-Orient...

Insistons beaucoup sur le fait que, oui, contrairement à bien des idées reçues nous pouvons, les peuples peuvent peser sur les événements.

Un seul exemple, car le sujet est d'importance : la France dispose du second réseau diplomatique international : qu'en fait elle ? Par exemple, elle pourrait prendre des initiatives de désarmement, agir contre le TAFTA, et travailler au règlement des conflits. Là aussi, nous conjugons propositions immédiates avec nos visées pour un pays et un monde de solidarité. Je n'ai fait ici que survoler le texte. Nous souhaitons donner envie de le lire, d'y confronter nos propres opinions, puis aussi de le partager, d'en faire un outil commun.